

L'économie cubaine face à d'anciennes et nouvelles complexités



Par Maria Julia Mayoral *

La Havane (PL) En 2017, Cuba, toujours sous embargo économique, financier et commercial des États-Unis, fait face à de sévères tensions financières et matérielles qui ont difficilement permis une croissance de 1,1 pour cent de son Produit Intérieur Brut (PIB) lors du premier semestre de l'année.

Selon le président cubain Raúl Castro, « la maigre croissance du PIB est un résultat discret mais encourageant », qui, en comparaison avec l'année précédente, indique un changement pour l'économie

nationale.

Depuis la première étape préparatoire du plan et du budget annuels, l'exécutif a prévenu, avec une anticipation suffisante, des limites financières et des défis qui pourraient compliquer la performance économique.

Lors de plus récente session de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, le mandataire cubain a expliqué que « nous avons également prévu d'éventuelles difficultés en ce qui concerne l'approvisionnement de pétrole depuis le Venezuela, malgré l'immuable volonté du président Nicolas Maduro et de son gouvernement de l'acheminer ».

Selon de nombreux experts, l'embargo économique, financier et commercial des États-Unis représente le principal obstacle pour le développement du pays et constitue un acte de génocide au regard du droit international.

En 2016, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, le gouvernement cubain a précisé que « depuis que cette politique a commencé à s'appliquer il y a plus de 50 ans,

elle a provoqué des préjudices économiques quantifiables à hauteur de 125 milliards 873 millions de dollars à prix courants ».

Raúl Castro a souligné le fait que « durant les deux dernières années de l'administration Obama les relations diplomatiques ont été restaurées et certains aspects de l'embargo ont pu être partiellement modifiés, mais les annonces du président Donald Trump le 16 juin dernier signifient un retour en arrière dans les relations bilatérales ».

En juin, le gouvernement de Trump a décidé d'imposer de nouvelles barrières aux entrepreneurs nord-américains qui souhaitent avoir des relations commerciales et/ou investir à Cuba, puis a rajouté de nouvelles restrictions à ses concitoyens désirant y voyager.

« Malgré l'adversité, la hausse du PIB lors de la première moitié de l'année s'est appuyée sur des secteurs clés tels que l'agriculture, le tourisme, les exportations de services, la construction, les transports, les communications et la production sucrière », a-t-il noté.

Les députés ont également analysé le fait que

les programmes d'investissements prioritaires qui édifient les bases du développement de la nation ont progressé, puis que les services sociaux gratuits et de caractère universels, tels l'éducation et la santé, ont été protégés.

Selon le chef d'État et de gouvernement cubain, « l'équilibre monétaire interne s'est également amélioré, notamment par une moindre augmentation des prix face à une offre plus importante, et le déficit budgétaire est moins important que prévu ».

« Le rigoureux respect des obligations de paiement résultantes de la réorganisation de la dette externe avec les principaux créanciers est un autre fait notable », a-t-il assuré.

Cependant, le pays n'est toujours pas à jour dans les paiements courants des pourvoyeurs, à qui le mandataire a ratifié ses « remerciements pour confier en Cuba » et sa « volonté d'honorer tous les comptes arriérés ».

Le ministre de l'Économie et de la Planification, Ricardo Cabrisas, juge que « dans l'environnement international

complexe, la situation interne aurait été plus grave sans l'application de mesures pour consolider les priorités du plan de l'économie ».

Celui qui est également vice-président du Conseil des Ministres a prévenu que le second semestre de l'année sera une autre étape difficile car « l'ensemble de problèmes accumulés ne pourra être résolu, dans toute sa magnitude, à court terme ».

De janvier à juin, les prévisions d'investissements externes du pays sont restées en dessous de ce qui était espéré, et il est également prévu que les importations n'atteignent pas l'objectif souhaité d'ici la fin de l'année.

« Des achats à l'étranger d'un montant de d'un milliard 500 millions de dollars ne seront pas exécutés à cause de difficultés dans l'utilisation de crédits, la limitation d'affectation de liquidité, des dettes dues à des cartes de crédits arriérées et des déficiences dans le processus d'embauche », a-t-il notifié.

Il a ensuite informé que « lors du premier semestre, les paiements dus à des

endettements externes ont atteint les deux milliards 306 millions de dollars, destinés principalement à la réorganisation de dettes antérieures, aux crédits gouvernementaux et à l'exécution de compromis avec des fournisseurs de produits essentiels ».

En ce qui concerne les investissements étrangers directs, Cabrisas a mis en avant l'adoption, durant ces six premiers mois, de compléments d'investissements pour deux affaires en cours d'exécution, et de 11 nouveaux, dont 5 d'entre-deux dans la Zone Spéciale de Développement du Mariel, pour un montant de plus d'un milliard 346 millions de dollars.

Sans cacher le soleil avec un seul doigt ...

Plusieurs commissions de l'Assemblée Nationale ont critiqué l'évolution du « travail à son propre compte » (secteur privé encadré cubain) et la création, en tant qu'expérimentation, de coopératives non agricoles ni de pêche (CNA). Il s'agit donc de secteurs productifs et de services où il y avait jusque là une présence quasi exclusive d'entreprises étatiques.

Raúl Castro a rappelé que le but est de retirer petit à petit l'État d'activités non stratégiques, de générer des emplois, permettre l'essor d'initiatives et de contribuer à l'efficacité de l'économie nationale dans l'intérêt du développement du socialisme.

« Il y a actuellement plus d'un demi million de travailleurs à leur compte et plus de 400 CNA. Cela confirme leur validité en tant que source d'emplois en même temps qu'ils permettent d'accroître et de diversifier l'offre de biens et de services à des niveaux de qualité acceptables », a-t-il estimé.

Cependant, a-t-il manifesté, « des déviations à la politique définie en cette matière et des violations des règles légales en vigueur ont été mises en évidence ».

« C'est la réalité. N'essayons pas de cacher le soleil avec un seul doigt. Les erreurs sont des erreurs, et se sont nos erreurs », a-t-il fait remarquer.

Coïncidant avec les évaluations des commissions parlementaires, le mandataire a précisé que parmi les « failles les plus fréquentes y figurent l'utilisation de

matières premières et d'équipements de provenance illicite, les fausses déclarations de recettes dans le but d'éviter les obligations tributaires, et les insuffisances du contrôle étatique à tous les niveaux ».

« Malgré les erreurs et les dérives, nous n'avons pas renoncé au déploiement et au développement du travail à son compte, ni de poursuivre l'expérience des coopératives non agricoles ni de pêche », a-t-il souligné.

« Nous n'allons pas faire marche arrière, ni nous arrêter. Ni non plus permettre des stigmatisations, des préjudices envers le secteur non-étatique. Mais il est indispensable que les lois soient respectées, et essentiel de consolider ce qui est en marche, de généraliser les aspects positifs, qui ne sont pas des moindres, et d'affronter de pied ferme les illégalités et autres dérives », a-t-il ajouté.

Puis le chef d'État a synthétisé en soulignant le fait que « le rythme et la profondeur des changements que Cuba doit introduire dans son modèle économique et social doivent être conditionnés par la capacité que nous avons de faire les choses bien et la possibilité de procéder à des rectifications opportunes

face à tout type de déviance ».

***Journaliste de la Rédaction Économique de
Prensa Latina**

peo/Em/mfb/mjm